

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Septembre 2020

La votation sur l'initiative de limitation sera serrée.

Chaque voix compte !



Page 6-7

**Les Bilatérales
I appauvrissent
les Suisses**



Page 8-9

**Nos adversaires
mentent
effrontément**



Page 12

**Les Verts et la
clause guillotine:
un vilain double
langage**

STOP

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bulletin de vote pour la votation populaire
du 27 septembre 2020

Acceptez-vous l'initiative populaire
« Pour une immigration modérée
(initiative de limitation) » ?

Réponse
Oui

OUI +

**à l'initiative de
limitation**

**Le 27 septembre, stoppons enfin l'immigration
excessive en disant OUI à l'initiative de limitation !**

« Mon métier de rêve, lorsque j'étais enfant, c'était médecin de famille »

Marco Chiesa est le nouveau président de l'UDC Suisse, brillamment élu! Mais qui est Marco Chiesa? Il nous donne un aperçu de sa vie dans une brève interview.

Ta langue maternelle est l'italien et tu parles couramment le français. Qu'en est-il de l'allemand?

J'y travaille, il faut dire que j'ai la meilleure professeure qui soit: ma femme, qui a des racines suisses alémaniques.

As-tu toujours voulu être politicien?

Mon métier de rêve, lorsque j'étais enfant, c'était médecin de famille.

Comment occupes-tu ton temps libre?

Je consacre tout mon temps libre à mes enfants et à ma femme. Nous faisons souvent des promenades ou entreprenons des balades à vélo.

Qui cuisine dans la famille Chiesa?

Ma femme, elle sait beaucoup mieux le faire que moi.

Qu'est-ce qui te fait particulièrement plaisir?

Un bon repas avec de vieux amis.

Accompagné de bière ou de vin?

Un bon verre de Merlot du Tessin.

Tu préfères plutôt les chiens ou plutôt les chats?

J'aime beaucoup les chiens, mais le cinquième membre de notre famille est un chat. Il s'appelle Pepe et j'apprécie son extraordinaire indépendance.

Es-tu plutôt pizza ou plutôt fondue?

Impossible de répondre, j'aime les deux!

Préfères-tu la télévision ou la lecture?

J'opte résolument pour un bon livre.

Des vacances ski ou plage?

Du ski dans nos montagnes suisses.

Football ou hockey sur glace?

Je m'enthousiasme pour les deux types de sport et je m'enflamme pour la ville de mon cœur, Lugano.

Quel grade as-tu à l'armée?

Je suis sergent dans l'infanterie.

Dites OUI à une immigration modérée!

Dans deux semaines, le 27 septembre, nous voterons sur l'initiative de limitation. Il s'agit certes d'une initiative de l'UDC. Cela dit, il ne s'agit pas de victoire ou de défaite pour le parti. Il s'agit de savoir si nous, nos enfants et nos petits-enfants pourrons vivre bien ou mal à l'avenir.

Plus de 8,6 millions de personnes vivent aujourd'hui dans notre petit pays. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007, environ un million d'étrangers ont immigré en Suisse. Un nombre qui ne cesse de croître. Chaque année, 50'000 personnes en moyenne viennent en effet des seuls pays de l'UE. La plupart d'entre elles ne font pas partie de la main-d'œuvre spécialisée recherchée, mais de la cohorte des travailleurs bon marché. Et personne ne peut les arrêter en raison de la libre circulation des personnes. Et maintenant que le chômage augmente considérablement dans tous nos pays voisins, les immigrants seront encore plus nombreux. Une démesure qui a des conséquences désastreuses que nous ressentons tous les jours: bouchons sur les routes, trains surchargés, services sociaux pillés, terrains bétonnés, écoles de moindre qualité, baisse des salaires et travailleurs âgés contraints au chômage.

Je vous le demande: voulez-vous vraiment une Suisse qui compte

10 millions d'habitants? Dans mon canton – comme dans toutes nos régions frontalières – la population souffre particulièrement des conséquences néfastes de la libre circulation des personnes. Si vous vivez à Zurich, en Suisse centrale ou dans le canton de Ber-

ne et que vous pensez que le Tessin est loin, vous vous trompez. Ce que vous voyez aujourd'hui dans nos régions frontalières sera bientôt une triste réalité dans toute la Suisse, si nous n'agissons pas maintenant.

C'est la raison pour laquelle je m'adresse à vous: il faut que vous nous aidiez à combattre les mensonges de nos adversaires qui sont prêts à vendre l'avenir de nos enfants! Distribuez des prospectus, accrochez nos affiches et surtout convainquez vos amis et connaissances de dire OUI le 27 septembre à l'initiative de limitation. Pour que nous autres, Suissesses et Suisses, puissions à nouveau décider nous-mêmes combien d'immigrants et quels types d'immigrants nous voulons accepter dans notre pays.

Maintenant tous aux urnes! Nous avons besoin de chaque voix en faveur de l'initiative de limitation.



Marco Chiesa
Conseiller aux Etats
et président
de l'UDC Suisse



Se promener et profiter de notre belle Suisse: Marco Chiesa avec sa femme et ses deux enfants.



Sauvegarder l'équilibre

L'économie de chaque pays se compose principalement de trois facteurs de production: le sol, le capital et le travail. Dans les économies modernes et fortement développées, un quatrième facteur vient s'y ajouter: le savoir-faire. Certains économistes citent encore l'énergie. Tous ces facteurs sont nécessaires pour qu'une économie puisse produire des biens et des services.

La libre interaction de ces facteurs économiques s'appelle économie de marché. C'est à elle que la Suisse doit son exceptionnelle prospérité. Depuis que je suis actif en politique, je m'engage pour que l'Etat intervienne le moins possible dans le marché.

Cela ne signifie cependant pas que l'Etat ne doit jamais intervenir. En pareil cas, il serait inutile. Même un Etat libéral doit réagir lorsque le développement prend un mauvais cap. Car s'il reste inactif face à des excès et des dysfonctionnements manifestes, il abandonnerait ses citoyennes et citoyens à leur sort.

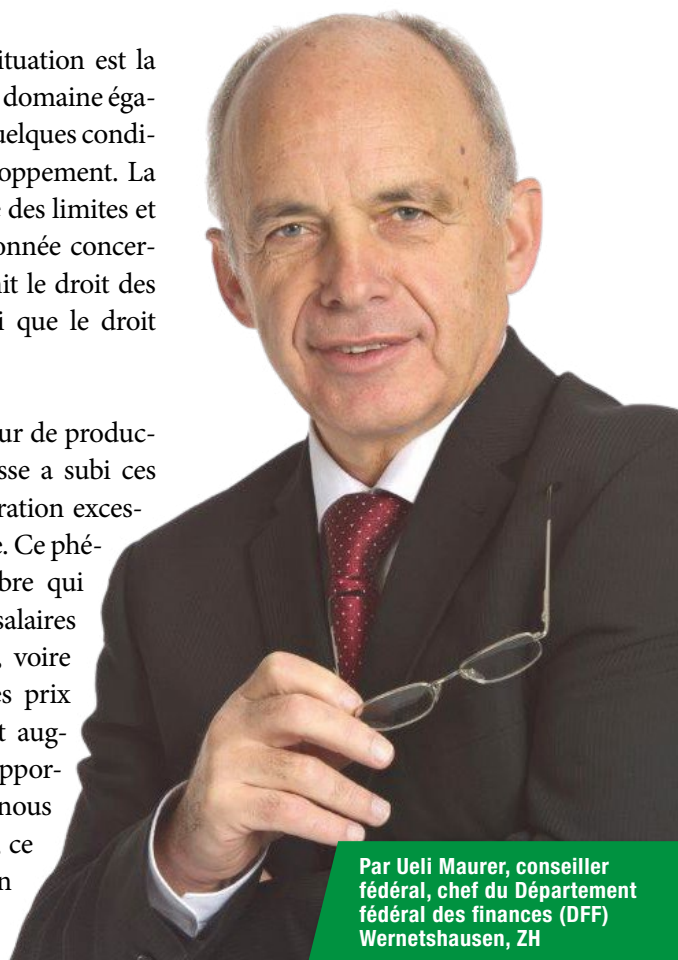
Tel est par exemple le cas lorsque l'équilibre entre les différents facteurs de production est rompu. Pensons par exemple au sol, une denrée rare dans notre petit pays et qui, depuis longtemps, a besoin d'une protection particulière. Nous avons mis en place des règlements de zones afin que nos beaux paysages ne soient pas sauvagement bétonnés. Nous avons édicté un bail à ferme agricole pour protéger l'agriculture. Et nous avons limité l'acquisition d'immeubles par des étrangers. Toutes ces mesures vont de soi pour nous. Nous les considérons comme absolument nécessaires et elles sont largement admises au-delà des limites partisans. Songeons à un autre facteur de production, le capital: notre Constitution engage la Confédération à mener une poli-

tique conjoncturelle et la Banque nationale suisse mène une politique monétaire. L'une des principales tâches de la BNS consiste actuellement à freiner l'afflux massif de capitaux en provenance de l'étranger. Il ne viendrait à l'idée de personne de supprimer la Banque nationale et d'abandonner notre souveraineté à ce niveau.

La situation est la même pour l'énergie. Dans ce domaine également, la Constitution fixe quelques conditions pour contrôler le développement. La Confédération impose même des limites et veille à une évolution coordonnée concernant le savoir-faire: elle définit le droit des brevets et des marques ainsi que le droit d'auteur.

Mais qu'en est-il du facteur de production qu'est le travail? La Suisse a subi ces dernières années une immigration excessivement élevée et incontrôlée. Ce phénomène a détruit un équilibre qui s'est établi au fil des ans. Les salaires n'ont que faiblement évolué, voire ont stagné. Parallèlement, les prix immobiliers et les loyers ont augmenté. Déjà difficilement supportable pour beaucoup d'entre nous dans une bonne conjoncture, ce développement comporte un risque d'explosion sociale en des périodes de crise.

A mon avis, une politique responsable ne doit pas permettre l'escalade de ces risques. L'équilibre des différents facteurs de production est essentiel pour notre pays. S'il est perturbé, la politique doit intervenir à temps et avec mesure. Voilà la seule manière de sauvegarder durablement la paix sociale, la stabilité, la prospérité et la qualité de la vie dans notre pays.



Par Ueli Maurer, conseiller fédéral, chef du Département fédéral des finances (DFF) Wernetshausen, ZH

Un OUI clair à l'initi

L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse qui s'est tenue à Brugg Windisch (AG) était placée sous le signe de l'initiative de limitation et de l'élection du nouveau président du parti, Marco Chiesa.

«Compte tenu du fait que nos adversaires disposent de nettement plus de moyens que nous, nous avons besoin de tous les soutiens que l'on voudra bien nous apporter». Marco Chiesa a également appelé dans son discours qu'il fallait s'engager résolument en faveur de l'initiative de limitation. «Car pour le bien de la Suisse, il ne nous reste qu'une chose à faire: un OUI le 27 septembre!» Les délégués avaient auparavant élu par applaudissements le conseiller d'Etat tessinois au poste de président de l'UDC Suisse. Marco



Toutes nos félicitations

pour ton élection à la présidence de l'UDC Suisse, cher Marco Chiesa!

Chiesa a 46 ans, il vit à Ruvigliana, Lugano, est marié et père de deux enfants.

Du nouveau dans les organes du parti et mot d'ordre

Le bureau exécutif du parti compte deux nouveaux membres: les conseillers nationaux Franz Grüter (LU) et Manuel Strupler (TG). La direction du parti a en outre été complétée: la conseillère nationale Monika Rüegger (OW) est la nouvelle responsable pour la politique familiale et sociale, et le conseiller national Lars Guggisberg (BE) est le nouveau responsable de la politique financière et fiscale.

Les délégués se sont également penchés sur les mots d'ordre concernant la votation populaire du 27 septembre 2020. Ces derniers ont dit clairement OUI à l'initiative de limitation, à l'acquisition de nouveaux avions de combat et à l'augmentation des déductions fiscales pour les frais de garde pour enfants. Le congé paternité a en revanche été rejeté. Quant au mot d'ordre concernant la loi sur la chasse, c'est un OUI, qui a déjà été décidé en janvier.

Portrait

Naissance: 10 octobre 1974
Domicile: 6977 Lugano (Ruvigliana)
Etat civil: marié
Enfants: deux de 10 et 12 ans
Profession: économiste
Grade militaire: sergent

Fonctions politiques

2015–2019 conseiller national
 depuis 2019 conseiller aux Etats
 depuis 2020 président de l'UDC Suisse

 @marco.chiesa.5

 @marcochiesa74

 marcochiesa.ch

Les délégués disent **OUI** à l'unanimité à l'initiative de limitation!



Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (loi sur la chasse, LChP)

OUI

En raison de la pandémie de coronavirus, l'assemblée des délégués s'est déroulée pour une fois sans invités, mais aussi avec les mesures de protection les plus strictes. Le concept de protection a été élaboré par la médecin cantonale argovienne et approuvé par les autorités. Les délégués ont respecté scrupuleusement les prescriptions édictées.

Le Bureau de la direction du parti



Marco Chiesa
Président du parti, TI



Céline Amaudruz
Vice-présidente, GE



Magdalena Martullo
Vice-présidente, GR

ative de limitation

Les mots d'ordre de l'assemblée des délégués UDC

Initiative populaire
«Pour une immigration modérée (initiative de limitation)»

OUI

Modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) (Déduction fiscale des frais de garde des enfants par des tiers)

OUI

Modification de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (LAPG) (contre-projet indirect à l'initiative populaire pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille)

NON

Arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat

OUI



La famille UDC arrive ensemble à l'assemblée des délégués !



Franz Grüter
Vice-président, LU



Marcel Dettling
Vice-président, SZ



Thomas Matter
Membre, ZH



Sandra Sollberger
Membre, BL



Manuel Strupler
Membre, TG



Thomas Aeschi
Membre,
Président du groupe UDC, ZG

Les Bilatérales I appa

La Suisse profite-t-elle des Bilatérales I et de la libre circulation des personnes? Une nouvelle étude qui nous vient d'Angleterre montre que les accords bilatéraux I appauvrissent les Suissesses et les Suisses.

Depuis des années, la plupart des hommes politiques, des organisations économiques et des médias de notre pays proclament unanimement que la libre circulation des personnes avec l'UE, comme les accords bilatéraux I en général, sont dans l'intérêt de la Suisse. Certaines études ont conclu que la Suisse en a bénéficié. Il convient toutefois de relever que la plupart de ces

études ont été réalisées par des organisations proches des autorités, comme le Centre de recherches conjoncturelles de l'École polytechnique fédérale de Zurich, ou sur mandat de la Confédération ou d'Economiesuisse. Toutefois, la question cruciale n'a pas été soulevée: la population suisse bénéficie-t-elle économiquement des bilatérales I et de la libre circulation des personnes?

Nous avons désormais la réponse. Elle nous a été fournie récemment par le célèbre institut de recherche britannique Europe Economics, qui a également conseillé la Commission européenne et des ministères britanniques. Le résultat de cette étude, qui repose sur les données les plus récentes, donne pour le moins à réfléchir: les chercheurs concluent en effet non seulement que les Bilatérales I n'ont pas eu d'effet positif sur

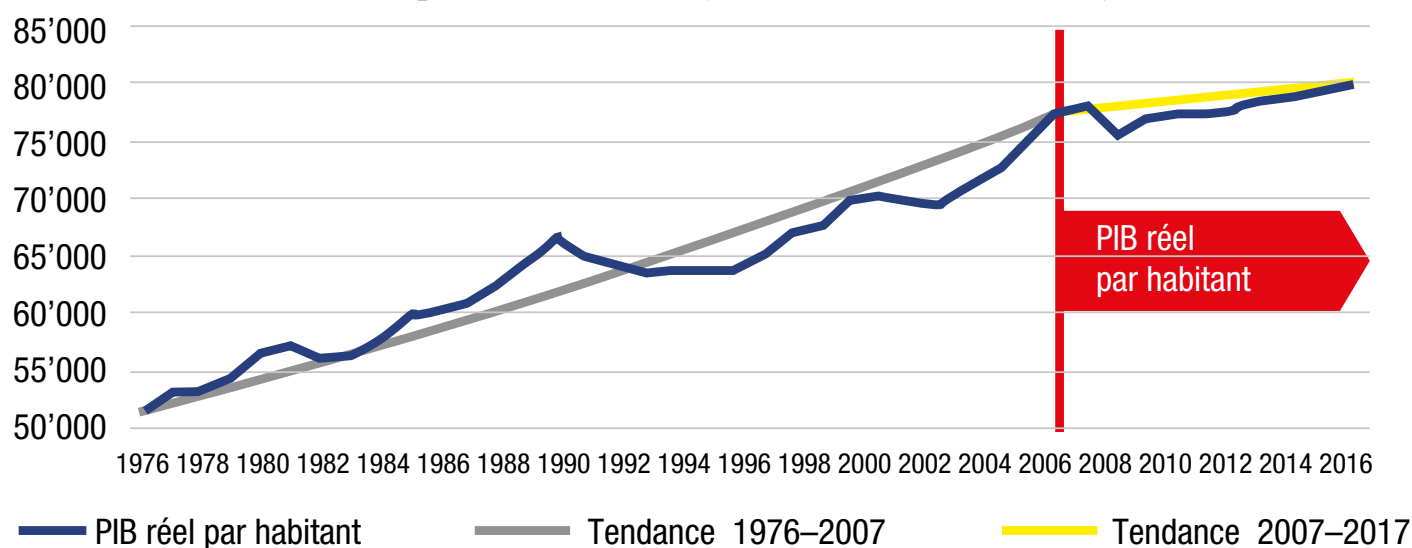
le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Suisse. Ils montrent également que ces accords appauvrissent les Suisses.

Les travailleurs paient la facture

Selon cette étude, quatre des sept accords n'ont aucun effet économiquement mesurable sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant.



Développement du produit intérieur brut réel (PIB) suisse par habitant (en francs de 2010)



uvrissent les Suisses

Seuls trois accords ont un impact économique, à savoir: l'accord sur la réduction des obstacles techniques au commerce, l'accord sur le transport aérien et l'accord sur la libre circulation des personnes. Les avantages pour les personnes en Suisse sont minimes. Les accords sur les obstacles techniques au commerce et sur le transport aérien n'ont contribué

chacun qu'à hauteur de 0,1 à 0,2% au PIB par habitant entre 2002 – c'est-à-dire depuis l'introduction des accords bilatéraux I, y compris la libre circulation des personnes – et 2017. Avec un PIB annuel par habitant qui s'élève actuellement à quelque 80'000 francs suisses, sans les deux accords, cela ne représenterait que 80 à 160 francs suisses de moins chacun.

Les inconvénients sont nettement plus lourds. L'étude montre en effet que depuis 2002, autrement dit depuis l'introduction des Bilatérales I, jusqu'à 2017, la libre circulation des personnes nous a coûté 0,7 pour cent de croissance du PIB par habitant. L'étude montre concrètement que les salaires seraient de 3,5 à 3,7 pour cent plus élevés s'il n'y avait pas d'immigration excessive. A noter en passant qu'il s'agit là de calculs prudents. Autrement dit, contrairement au dogme des autres partis et des organisations économiques, les bilatérales I n'apportent rien à la Suisse, si ce n'est des coûts!

Les syndicats en profitent

Selon les chercheurs britanniques, la chute des investissements et la baisse de la productivité sont les principaux canaux par lesquels l'immigration a réduit le PIB par habitant. La libre circulation des personnes a permis aux entreprises d'avoir accès à une main-d'œuvre étrangère nombreuse et bon marché, retardant ainsi les investissements nécessaires, quand on n'y a pas carrément renoncé. Résultat, les salaires baissent tandis que le rendement du capital augmente.

Autrement dit, une immigration excessive a pour effet de rendre plus riches celles et ceux dont les revenus proviennent principalement des investissements en capital. Il semble donc presque grotesque que ce soit précisément les syndicats qui défendent avec autant de véhémence la libre circulation des personnes. La raison est pour-

tant simple: ces mêmes syndicats gagnent de l'argent grâce à l'immigration de masse: les mesures d'accompagnement introduites en réponse à la libre circulation des personnes leur permettent en effet de verser dans leurs caisses des millions chaque année.

La libre circulation des personnes a non seulement rendu la

Lisez intégralement l'étude ici:
[initiative-de-limitation.ch/
arguments-neu](https://initiative-de-limitation.ch/arguments-neu)

population suisse plus pauvre, les chercheurs estiment en effet que ces effets iront s'aggravant à l'avenir: à chaque fois que la zone euro connaîtra une crise, il faudra escompter avec une nouvelle immigration de masse. La pandémie du coronavirus a eu également pour effet une forte augmentation du nombre de chômeurs dans les pays voisins. C'est pourquoi nous avons plus que jamais urgemment besoin d'une immigration raisonnable. Il faut donc dire OUI le 27 septembre à l'initiative de limitation.



Par Thomas Matter
conseiller national
Meilen, ZH

Nos adversaires me



Karin Keller-Sutter
conseillère fédérale,
PLR



«Nous connaissons tous des cas où, par exemple, un informaticien de 55 ans a été remplacé par un jeune Allemand. Mais toutes les enquêtes montrent qu'il n'y a pas de déplacement systématique.»



Madame la conseillère fédérale, si c'est bien le cas que chacun connaît quelqu'un, cela prouve bien une chose, à savoir que le remplacement des travailleurs âgés par les immigrants de l'UE est un problème généralisé que nous nous devons de résoudre.



«Si l'on regarde qui vient en Suisse dans le cadre de la libre circulation, ce sont les personnes qui sont sollicitées par le marché du travail. Et ces mêmes personnes doivent également avoir un contrat de travail pour pouvoir rester dans le pays.»



Il suffit qu'une personne dispose d'un contrat de travail de 12 heures par semaine pour que la Suisse lui délivre une autorisation de séjour. Comme en Suisse, pratiquement personne ne peut vivre avec un tel taux d'occupation par semaine, c'est l'État qui doit nécessairement intervenir. Autrement dit, ils immigreront directement dans notre système social.

Les opposants à l'initiative de limitation énoncent des contre-vérités pour créer un climat hostile à l'initiative et tenter de manipuler l'électorat. Il est particulièrement inquiétant que la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, représentante du Gouvernement, soit en première ligne dans ce contexte. Il y a donc les mensonges et la réalité des faits. Les voici.

initiative-de-limitation.ch/verification-des-faits



Pierre-Yves Maillard
président de l'USS,
conseiller national, PS



«Nous voulons renforcer les mécanismes de contrôle des salaires et des conditions de travail.»



L'immigration massive c'est ce qui fait pression sur les salaires de chacun. Les mesures d'accompagnement qui se sont avérées soi-disant efficaces ne sont qu'un simple pis-aller contre les symptômes d'un afflux sans entrave des étrangers bon marché sur notre marché du travail grâce à la libre circulation des personnes.



Fabio Regazzi
conseiller national,
PDC



«La protection des salaires ne doit pas être remise en cause.»



Les mesures d'accompagnement sont devenues nécessaires surtout parce que l'introduction de la libre circulation des personnes a mis tant de pression sur les conditions de travail.



Des fausses nouvelles
Les autres partis mentent
destructeurs de l'im

entent effrontément



Katharina Prelicz-Huber
présidente du SSP,
conseillère nationale,
Les Verts



«Les bonnes relations et les contrats avec l'UE permettent d'exporter nos produits et services et de garantir de bons emplois dans le pays.»



L'accès au marché sera maintenu même si l'initiative de limitation est acceptée.



Hans-Ulrich Bigler
directeur de l'Union suisse
des arts et métiers, PLR



«A tout bien considérer, cette ruée vers les négociations est illusoire – l'initiative de limitation est en fait une initiative de résiliation.»



Les négociations avec l'UE ne seront possibles que parce que l'UE a un grand intérêt à maintenir des accords tels que l'accord sur les transports.

elles incendiaires:
nt pour cacher les effets
immigration massive!



Valentin Vogt
président de l'Union
patronale suisse



«L'immigration n'entraîne pas une augmentation du chômage chez les personnes âgées.»



L'immigration incontrôlée met les travailleurs âgés tout particulièrement sous pression.



Elisabeth Schneider-Schneiter
conseillère nationale,
PDC



«L'initiative de limitation menace des milliers d'emplois.»



L'accès au marché est garanti par l'accord de libre-échange et les accords avec l'Organisation mondiale du commerce. Ceux-ci ne sont pas concernés par l'initiative.

Assez de mensonges!
Il faut en finir avec l'immigration massive!
Il faut donc voter OUI le 27 septembre!

OUP+
à l'initiative de
limitation



L'initiative de limitation contribue à une gestion de l'immigration comme le souhaite le peuple

«A mon avis, les dispositions de l'article 121a de la Constitution fédérale concernant l'immigration n'ont pas encore été mises en œuvre. L'initiative de limita-

tion vise à contribuer à la maîtrise de l'immigration telle qu'elle a été décidée par le peuple et les cantons. Il est important à mes yeux que les instruments prévus par la Constitution puissent être utilisés pour fournir à l'économie la main-d'œuvre dont elle a besoin en provenance d'autres pays de l'UE, y compris les travailleurs frontaliers, qui sont importants pour notre région. Cela fonctionne déjà sans problème pour les travailleurs venant de pays tiers. Je dis donc OUI à une immigration modérée le 27 septembre.»

Thomas Weber, Directeur de l'économie et de la santé publique, Bâle-Campagne



L'immigration massive nuit à nos enfants

«Les résultats de l'étude Pisa sont alarmants: les performances scolaires de nos enfants se sont en effet considérablement détériorées ces dernières années. Un quart des jeunes

qui quittent l'école ne comprennent plus les contenus les plus importants d'un texte. L'immigration incontrôlée est en grande partie responsable du fait que la qualité de notre école primaire ne cesse de diminuer. Celles et ceux qui veulent de meilleures chances d'éducation pour nos enfants, disent OUI à l'initiative de limitation, le 27 septembre.»

Res Schmid, Directeur de l'Instruction publique du canton de Nidwald



Pour une immigration dans l'intérêt de la Suisse

«En tant que pays souverain, la Suisse doit être libre d'admettre des personnes qui viennent de l'étranger pour y travailler. Il est toutefois important que la

Suisse puisse décider elle-même qui peut venir ici et prendre un emploi. Compte tenu de la crise économique actuelle et de la hausse du chômage, la priorité nationale est plus importante que jamais.»

Pierre Alain Schnegg, Directeur de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne



La durabilité, également au niveau de la croissance démographique

«L'exigence de durabilité est tendance actuellement. Il s'agit simplement de satisfaire les besoins du présent sans ignorer les intérêts des générations

futures. On ne comprend pas pourquoi ce principe des plus respectable ne devrait pas s'appliquer à la croissance de la population locale. En effet, avoir un million d'habitants de plus en 13 ans seulement ne saurait être un modèle pour l'avenir. C'est la raison pour laquelle l'immigration doit, dans notre pays, être ramenée à un niveau modéré et durable.»

André Rüeeggger, Directeur des travaux publics, canton de Schwyz



OUI à une immigration modérée !



Entre Lausanne et Yverdon-les-Bains, les Jeunes UDC Vaud ont posé plusieurs dizaines d'affiches.



Le long de la route cantonale qui relie Aigle à Montreux.



Banderole OUI à l'initiative de limitation sur un balcon du Gros-de-Vaud.



Les Jeunes UDC Vaud déploient une banderole au centre-ville de Lausanne, sur la Place de la Palud.



2x OUI le 27 septembre le long de ce sentier pédestre dans la région de Montreux.

Trop c'est trop!

OUI+
à l'initiative de
limitation



CCP: 31-572732-0

initiative-de-limitation.ch

Les Verts et la clause guillotine : un vilain double langage

Oui oui, il vaut vraiment la peine de s'arrêter quelques instants sur l'initiative contre l'élevage intensif soutenue par les Verts... Non pas pour leur faire de la publicité mais pour dénoncer le vilain double langage que tiennent les Verts! Voyons cela de plus près...



Par
Pierre-André Page
conseiller national
Châtonnaye, FR

Disons tout d'abord clairement que cette initiative contre l'élevage intensif viole les bilatérales I et risque de déclencher la clause guillotine. Et puis cette même initiative va à l'encontre des engagements pris par notre pays envers l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ce qui impliquerait de sévères mesures de rétorsion de la part de nos partenaires commerciaux.

Rappelons que cette initiative populaire, fermement soutenue par les Verts, vise à imposer des conditions strictes aux éleveurs de bétail. Et l'une des particularités de ce texte est qu'il s'applique aussi aux importations, notamment en provenance de l'Union européenne.

Et c'est là que le bât blesse : dans son rapport du 12 août, le Conseil fédéral affirme

clairement que si elle était acceptée, l'initiative écologiste violerait l'accord agricole avec l'UE et entraînerait l'application de la clause guillotine... Les bilatérales I tomberaient automatiquement!

Mais ce n'est pas tout! L'initiative de limitation de notre parti ne concerne que les bilatérales I, alors que l'initiative contre l'élevage intensif viole également les engagements internationaux de la Suisse envers l'OMC. Ces accords prévoient que les autres pays pourraient alors déposer une plainte contre la Suisse et les conséquences, en cas de défaite, seraient fortes. Le Conseil fédéral est catégorique à ce sujet : «La Suisse devrait soit revenir sur sa décision, soit s'attendre à des mesures de rétorsion de la part des autres partenaires commerciaux».

Au plus fort de la campagne autour de l'initiative de notre parti, les milieux économiques, le Conseil fédéral et les élus des principaux partis politiques reprochent à l'UDC le fait que son acceptation conduirait, selon eux, à une activation de la clause guillotine. La fin des bilatérales I causerait un dommage irréversible à l'économie suisse.

Et les élus verts en particulier ne sont pas les moins virulents à ce sujet et mettent en garde contre les conséquences d'un OUI pour nos entreprises.

Mais voilà que ce même parti vert soutient «son» initiative qui entraînerait les mêmes conséquences, à savoir la clause guillotine! Curieux non que ces mêmes élus écologistes qui propagent l'alarmisme ambiant contre l'initiative de limitation et qui placent le maintien des bilatérales I comme Graal de la politique extérieure n'aient que faire de ces mêmes accords bilatéraux lorsqu'il s'agit de mettre des bâtons dans les roues des éleveurs de notre pays! Un très vilain double langage!

Alors, de deux choses l'une : ou les élus verts ne déposent des initiatives que pour faire plaisir à leur électorat – tout en sachant qu'elles ne pourront pas s'appliquer à cause des accords bilatéraux. Ou alors ils défendent réellement leur initiative et leurs principes et, dans ce cas, les menaces concernant les bilatérales I sont infondées... et notre initiative de limitation peut être sereinement acceptée. A bon entendre!



Convainquons la base des Verts, toujours soucieuse de l'environnement, qu'elle doit accepter l'initiative de limitation. Car l'élite des Verts a depuis longtemps perdu sa boussole.

L'immigration de masse nuit à notre environnement

L'immigration de masse détruit notre nature. Ce n'est que si l'initiative de limitation est acceptée le 27 septembre 2020 que la Suisse aura une chance d'atteindre les objectifs climatiques pour 2030.

Par
Andrea Geissbühler
conseillère nationale
Bâriswil, BE



Avec un taux de 25%, la Suisse compte déjà la plus forte proportion d'étrangers en Europe. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes dans l'Union européenne il y a 13 ans, un million de personnes ont immigré, dont deux tiers en provenance de la seule UE. Avec des conséquences pour les moins choquantes:

- 541'000 voitures supplémentaires encombrant nos routes.
- 2 milliards de kilowattheures supplémentaires sont consommés.
- 11,34 milliards de kilomètres de routes supplémentaires sont parcourus.
- 57'000 terrains de football ont été aménagés.
- 454'000 nouveaux appartements ont été construits pour les immigrants.

Il est grand temps de mettre un terme à cette immigration excessive. Nous sommes tenus de laisser à nos enfants et petits-enfants une Suisse dans laquelle il est possib-

le de mener une vie saine dans une nature préservée. La consommation d'électricité est un exemple qui illustre particulièrement bien les problèmes liés à l'immigration. La situation s'est encore aggravée suite à la décision d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire. Une pénurie d'électricité serait un scénario catastrophe pour l'économie et pour les particuliers. Une politique énergétique équilibrée se doit d'être fondée sur les principes d'efficacité économique, d'indépendance et de respect de l'environnement. Les innovations ainsi que les chaînes d'approvisionnement durables doivent être renforcées. La crise du coronavirus nous a appris que les produits locaux et les matières premières facilement disponibles renforcent notre indépendance et notre économie. La production locale permet également de réduire les émissions de CO₂ et la consommation globale d'énergie.

Les grandes entreprises en profitent, et la population en subit les conséquences

A part l'UDC, tous les autres partis politiques ne veulent pas reconnaître le lien qui existe entre la densité de population, la destruction de l'environnement et la charge supplémentaire qui pèse sur le climat. Ils estiment en effet

que la réduction des gaz à effet de serre exigée par la nouvelle loi sur le CO₂ et les objectifs de la Stratégie énergétique 2050 peuvent être atteints grâce à des subventions, des réglementations et des taxes incitatives, tout en permettant à des millions d'immigrants supplémentaires d'entrer sans autre dans notre pays. Cette politique ne manquera pas de privatiser les bénéfices de l'immigration et socialiser les dommages. Notre population active se trouve prise en «sandwich» entre les cadres des grandes entreprises, qui sont détachés des réalités et souvent étrangers, et les assistés sociaux étrangers.

L'absurdité de cette politique est illustrée par l'exemple de la ville de Berne, gouvernée par une majorité rouge et verte, qui veut réduire à zéro les émissions de CO₂ d'ici 2030. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de cette même ville de vouloir construire sur le superbe terrain de Viererfeld et de créer une «ville forestière» dans la forêt de Bremgarten. Autrement dit, on est prêt à sacrifier «le poumon vert de Berne», véritable génératrice d'oxygène.

Il reste à espérer que nos concitoyennes et concitoyens comprennent les contradictions de nos adversaires en lien avec l'initiative de limitation et qu'ils disent OUI à notre initiative.



Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes dans l'UE il y a 13 ans, un million de personnes ont immigré, dont deux tiers en provenance de la seule UE. Résultat, une surface équivalente à 57'000 terrains de football a été recouverte de béton.

Leçon de crise

Durant ces derniers mois alliant crise sanitaire et économique, nombre de certitudes ont vacillé. D'autres ont été renforcées. L'imprévisibilité de l'avenir, même proche, le besoin de prévoir les crises de toute nature et la nécessité de protéger les emplois en font partie.



Par Jean-Luc Addor,
conseiller national
membre de la Commission
de la politique
de sécurité, VS

C'est dans ce contexte et en cette période, aussi chargée que décisive, que l'acquisition de nouveaux avions de combat se présente au corps électoral suisse.

Face à un avenir incertain, il faut se préparer à toute éventualité

De la crise dans laquelle le virus chinois nous a plongés, nous pouvons tirer, entre autres, une leçon: l'utilité et la nécessité, pour une armée, de rester un système global qui ne vaut, même pour des engagements particuliers, que par la somme cohérente et organisée de capacités multiples; hier, aide en cas de catastrophe ou cyberdéfense; cette année, sanitaire et protection de nos frontières et demain, qui sait dans un monde où la seule certitude est... l'incertitude?

L'incertitude... Qui, justement, peut nous garantir que plus rien, à l'avenir, ne pourra nous menacer depuis les airs au point que seuls au monde dans ce cas, nous pourrions nous payer le luxe de résilier cette assurance que constitue une aviation moderne capable de défendre notre espace aérien et d'y faire la police? La vérité, c'est que la souveraineté est ou n'est pas; elle est indivisible: sans moyens modernes de la garantir dans les airs aussi, nous ouvririons la voie à la dépendance et à la soumission.

Une opportunité pour la technologie suisse et l'emploi

En sus de contribuer à notre sécurité, la modernisation de notre flotte d'avions de combat donnera à notre industrie une occasion unique d'acquérir des technologies de pointe – et des emplois – à la faveur d'une collaboration industrielle qui profitera à raison de plus d'un milliard à la Suisse romande.

Contrairement à ce que d'aucuns imaginent, si nous ne modernisons pas à temps nos Forces aériennes, pas un sou, sur les 6 milliards en jeu, ne profitera à aucune des victimes du COVID. La Suisse se ridiculiserait juste sur la scène internationale, où elle perdrait sa crédibilité. Et nous offririons une victoire à ceux (le PS, les Verts et bien sûr le GSsA)

qui ont pour programme d'abolir notre armée, au besoin tranche par tranche.

Le manque de préparation est un risque bien réel

Terminons par un exemple. Il y a quelques années, de grands esprits ont fait ou laissé détruire les stocks de masques. Quand notre pays en a eu besoin, il n'y en avait pas. Eh bien, l'enjeu de cette votation, ce n'est rien d'autre que de décider aujourd'hui de commander les masques dont, demain, nous aurons peut-être besoin.

Le 27 septembre, votons donc résolument OUI à notre sécurité et à nos emplois, OUI à l'avenir du Pays !



OUI à la sécurité aérienne



NON au coûteux congé congé paternité!

Les syndicats veulent faire accepter le congé paternité de deux semaines en passant par les urnes. Je dis NON au congé paternité étatique. Cela étant, il ne s'agit pas d'un NON aux familles. Avec le NON, nous protégeons la responsabilité personnelle et notre État social.

La question qui se pose à nous est la suivante: voulons-nous avoir de moins en moins d'argent pour vivre? Voulons-nous que les retenues sur les salaires des travailleurs continuent à augmenter? Non, bien sûr que non! La crise de coronavirus est une démonstration impressionnante que nos salaires et nos emplois ne sont en aucun cas garantis: l'économie a régressé de 8,2%. 50'000 emplois ont déjà été perdus. Et on peut craindre que la grande vague de licenciements et de faillites soit encore à venir.

Il serait donc absurde de créer maintenant un congé paternité étatique. Cela coûterait en effet un milliard de francs par an, somme répartie comme suit: 230 millions de francs de coûts directs, que nous devrions tous payer avec des déductions salariales plus élevées, et environ 900 millions de francs de coûts consécutifs dans les entreprises. Impossible pour les PME d'y faire face. Dans de nombreux secteurs en effet, les marges sont déjà faibles aujourd'hui. En outre, le fait qu'un employé soit absent a un impact évident: cela signifie moins de commandes, une baisse de productivité et des coûts supplémentaires si cet employé doit être remplacé.

La paternité n'est pas une situation de détresse!

Le congé paternité créerait une nouvelle assurance sociale. Pourquoi avons-nous introduit des assurances sociales dans notre pays? Ce type d'assurances a pour but de prévenir la pauvreté et les véritables situations de détresse. L'AVS est là pour prévenir la pauvreté des personnes âgées, l'AI la pauvreté

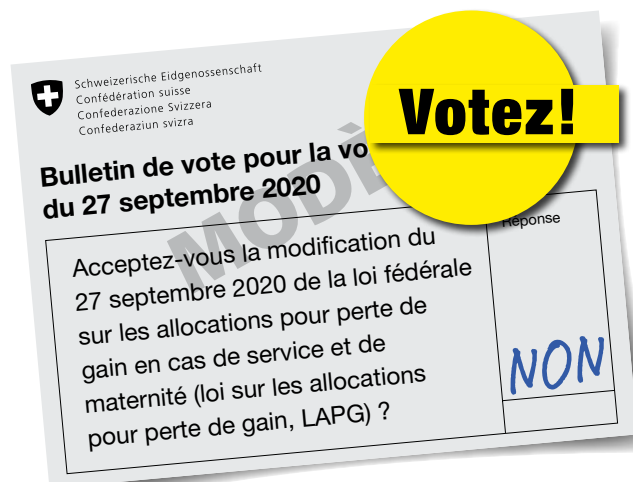
induite par l'incapacité de travailler et l'assurance chômage protège contre les situations d'urgence dues à la perte d'un emploi. Cela étant, la naissance d'un enfant n'entraîne pas une situation de détresse! C'est au contraire la plus grande joie que les parents puissent éprouver! On peut donc s'attendre à ce qu'un père prenne deux semaines sur ses vacances pour rester avec sa famille. Les syndicats exigent néanmoins que toute la population

pas moins de se lancer dans de nouvelles dépenses de sécurité sociale. C'est une politique irresponsable! En disant NON au congé paternité, nous protégeons nos régimes de sécurité sociale existants.

Les parents doivent décider eux-mêmes

Fonder une famille est une décision qui relève de la sphère privée. Se répartir la garde des enfants est une affaire qui doit se décider entre les parents eux-mêmes. L'État n'a rien à faire dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle le temps que passe un père avec son enfant ne saurait en aucun cas être financé par l'État. Les pères doivent en effet s'occuper de leurs enfants, et ce, de leur propre responsabilité. Quel genre de pères aurions-nous, si leur présence auprès de leurs enfants n'est assurée que lorsque les autres paient leurs vacances? De plus, la tâche d'un père ne s'achève pas en deux semaines. Un père doit en effet consacrer au moins 18 ans pour ses enfants. Et il devrait le faire sous sa propre responsabilité.

La bonne nouvelle est que le congé paternité existe déjà! De nombreuses entreprises proposent en effet des formules spécifiques et de nombreuses industries le font via des conventions collectives de travail. Et l'autre bonne nouvelle c'est que ces entreprises financent toutes elles-mêmes le congé paternité à 10%. Ces coûts ne doivent donc pas être répercutés sur l'ensemble de la population. C'est pourquoi je dis NON au congé paternité étatique!



finance le temps qu'un père passe avec son enfant. Nous sommes dès lors tous censés financer des hommes jeunes, en bonne santé et en bonne forme au moyen de déductions salariales? Ce serait briser un tabou et détourner notre système de sécurité sociale!

Nous sommes confrontés – avec les générations suivantes – au tour de force de restructurer les systèmes AVS et AI. En raison de la crise du coronavirus, voilà maintenant que l'assurance chômage est elle aussi endettée à hauteur de plusieurs milliards de francs. Bien que les politiciens n'aient pas encore trouvé de solution à ce problème, ils n'en décident

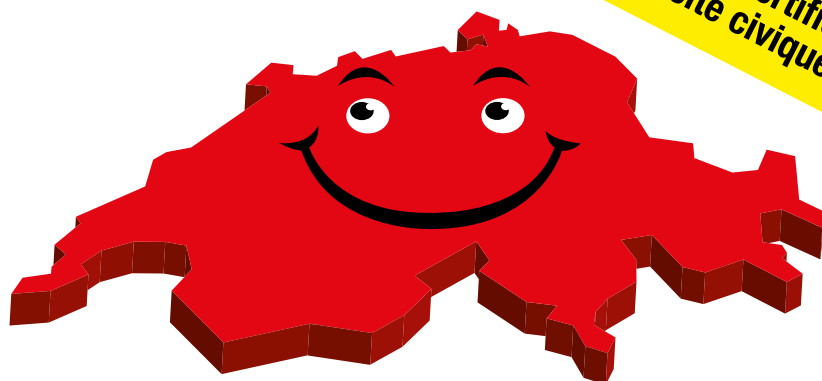


Stopper la hausse constante des ponctions sur les salaires!
Aidez-nous! Soutenez notre campagne sur
ponctions-salaires.ch

Par Diana Gutjahr
 conseillère
 nationale
 Amriswil, TG



La Suisse a besoin de vous!



Important!
votez maintenant
et signez le certificat
de capacité civique.

Aidez-nous afin que le **OUI** à l'initiative de limitation l'emporte le 27 septembre!

- Il nous reste encore deux semaines jusqu'au 27 septembre: toutes les sections cantonales et locales de l'UDC peuvent encore faire de la publicité pour un OUI à l'initiative de limitation, que ce soit sur les médias sociaux comme Facebook et Whatsapp ou encore par Newsletter ou autres.
- Ecrivez des lettres de lecteurs dans votre journal régional.
- Vous êtes les meilleurs ambassadeurs: persuadez les membres de votre famille, vos amis, vos collègues de travail et de club de glisser un OUI dans l'urne pour une immigration raisonnable.
- Appelez vos contacts ou contactez-les par sms.
- Demandez autour de vous si les gens ont déjà voté. Prenez le temps de boire un café et de motiver les membres de votre famille, vos amis et vos connaissances à voter.



Esther Friedli
conseillère nationale
Ebnat-Kappel, SG

Directrice de la campagne

Marcel Dettling
conseiller national
Oberiberg, SZ

Responsable de la campagne



Trop c'est trop!

OUI+

à l'initiative de
limitation

